

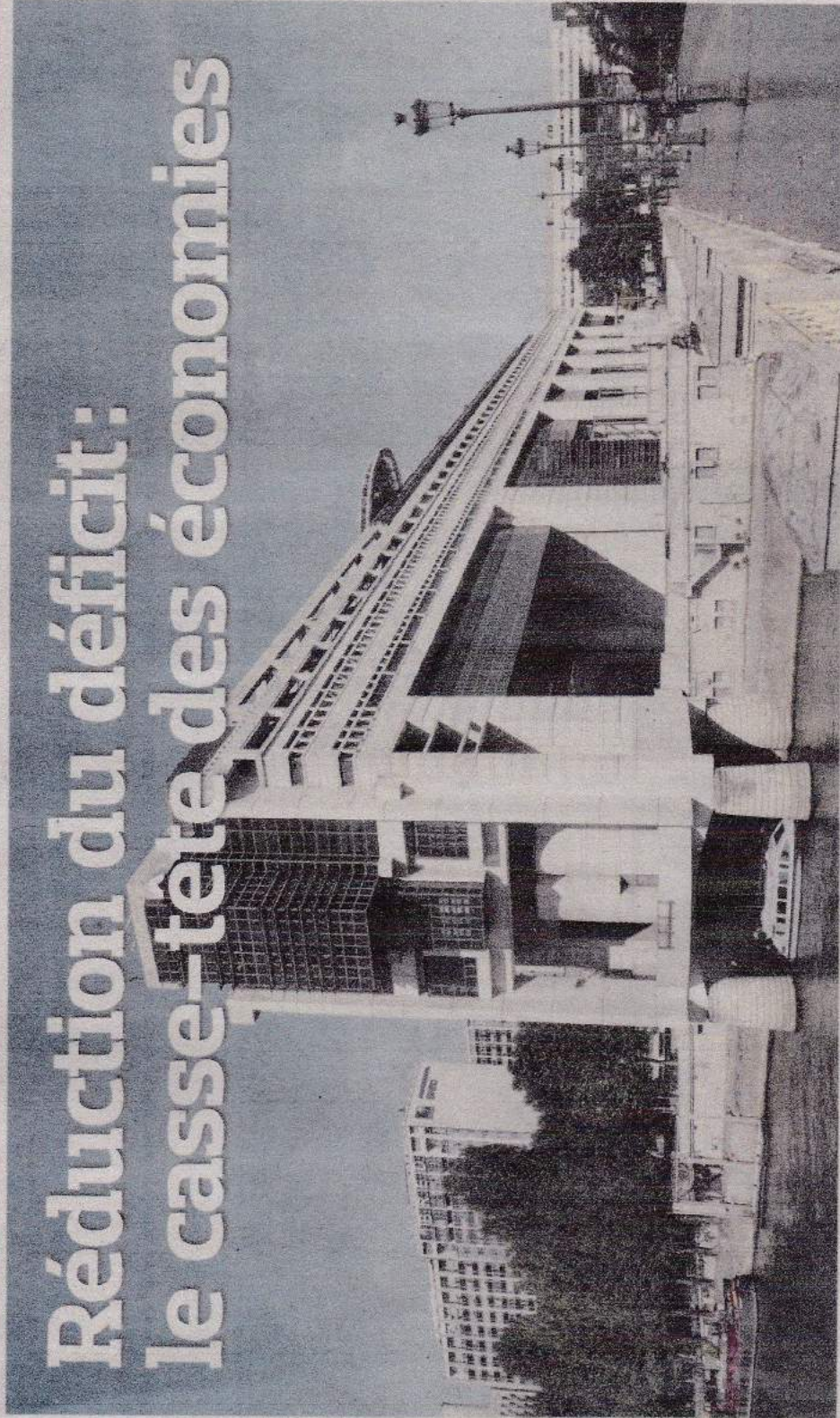


JAPON
LE COVID ACCÉLÈRE
L'EFFONDREMENT
DES NAISSANCES **PAGE 20**



RÉMY COINTREAU
LE GROUPE PORTÉ
PAR LE REBOND DES VENTES
DE COGNAC **PAGE 25**

Réduction du déficit: le casse-tête des économies



Le gouvernement s'est engagé à restaurer les comptes publics d'ici à 2027 sans augmenter les impôts. L'ex-magistrat de la Cour des comptes, François Ecalle, suggère dix pistes pour trouver les 60 milliards d'économies nécessaires. PAGES 22 ET 23

> FOCUS

OFFICE DEPOT REPRIS PAR LE PROPRIÉTAIRE DE MAJUSCULE

Le distributeur de fournitures de bureau Office Depot a trouvé un repreneur à la barre du tribunal de commerce de Lille. L'offre de la coopérative Alkor, propriétaire des enseignes Majuscule, Burolike et IO-BURO, a emporté sur celle des groupes Adex et Advéo. Cette dernière était mieux-disante sur le plan social, et donc soutenue par le CSE de l'entreprise. L'offre d'Alkor reprend, elle, intégralement le stock d'Office Depot et finance son passif à hauteur de 23 millions d'euros contre 14,5 millions pour son concurrent. Son financement est solide - la coopérative déclare disposer de 100 millions d'euros de fonds propres.

Alkor, qui a réalisé 440 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2020, ne reprend que la branche distribution d'Office Depot, et fait l'impasse sur son activité destinée aux entreprises, déficitaire depuis plusieurs années. Cela explique qu'elle reprenne 50 magasins sur 60, mais seulement 470 salariés sur 1500. La coopérative proposera cependant 370 postes supplémentaires au sein de son réseau de magasins. Les salariés d'Office Depot bénéficieront d'une priorité à l'embauche et conserveront les avantages liés à leur ancienneté.

Ces assurances n'ont pas suffi à satisfaire le CSE d'Office Depot, qui a dénoncé un « camouflet social ». Il a soutenu dans un premier temps l'offre de reprise de Guillaume de Feydeau, ancien dirigeant de l'entreprise, qui proposait de reprendre

12/9/15

L'exécutif face à la dette publique

Pour retrouver un déficit inférieur à 3 % du PIB d'ici à 2027, le pays doit réaliser plus de 60 milliards d'euros

elle a atteint 1,4 %, pour répondre à la crise des « gilets jaunes ». Et cette progression atteignait environ 2 % dans les années 2000.

Mais cet objectif gouvernemental est-il à la hauteur des enjeux ? Selon les simulations réalisées

en termes de limitation de la croissance des dépenses publiques en volume depuis vingt ans », s'était alors félicité le ministre de l'Économie. Il est vrai qu'avant la crise, la croissance des dépenses était d'environ 1 % en moyenne - sauf en 2019, où

pour Le Figaro par François le, magistrat à la Cour des comptes en détachement et fondateur du site FipEco, cet effort redraît en réalité à faire 61,5 milliards d'euros d'économie cinq ans, soit 12 milliards p

connu pour sa rigueur budgétaire, dans une tribune sur le surendettement des pays européens publiée mercredi dans le *Financial Times*. Et, à moins d'un an de la présidentielle, l'équation est de plus en plus difficile pour l'exécutif qui, pris en tenaille, cherche à amorcer un retour à une maîtrise de la dépense, mais continue aussi de multiplier les soutiens financiers.

« Une ambiance dépressive se crée. Il n'y a rien de pire que des ambitions dépressives. Beaucoup de ministres annoncent beaucoup de mesures nouvelles », a insisté Eric Woerth, le président LR de la commission des finances de l'Assemblée, lors de la présentation mercredi par Bruno Le Maire et Olivier Dussopt du premier budget rectificatif 2021. Un texte qui rallonge la facture de plus de 15 milliards d'euros au nom de la sortie progressive de la crise.

Un cap ambitieux

Pour monter son sérieux budgétaire, le gouvernement a néanmoins fixé un cap ambitieux dans son programme de stabilité adressé à Bruxelles, en avril. A savoir, limiter la progression des dépenses à 0,7 % par an, entre 2023 et 2027, afin de ramener le déficit public sous la barre des 3 % en fin de cycle. « Ces 0,7 %, c'est le chiffre le plus ambitieux que nous pourrions nous fixer

FINANCES PUBLIQUES Alors que le pays commence juste à se relever de la crise sanitaire qui dure depuis plus de quinze mois, il en va autrement sur le front des finances publiques, dont les dégâts provoqués par le « quoi qu'il en coûte » présidentiel sont extrêmement lourds. Depuis mars 2020, la France a en effet basculé dans un monde parallèle, une sorte de quatrième dimension où des dizaines de milliards d'euros ont été distribués en un temps record pour éviter l'effondrement de l'économie.

Aujourd'hui, la dette publique frôle les 120 % du PIB - un niveau jamais atteint - et le déficit, estimé à 9,4 % cette année, est encore plus élevé qu'en 2020. Ces résultats sans appel augurent de lendemains très difficiles. « Le fardeau de la dette publique doit être réduit. Autrement, il y a un danger que la pandémie Covid soit suivie d'une "pandémie de la dette" », a d'ailleurs averti Wolfgang Schäuble, l'ancien ministre des finances allemand,



Si les Français nous font confiance pour la suite, nous ferons à nouveau ce travail de rétablissement des finances publiques, c'est dans notre ADN politique

BRUNO LE MAIRE
MINISTRE DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

10 MESURES POUR RAMENER LE DÉFICIT À 3 % EN 2027

L'exécutif prévoit de limiter la croissance annuelle des dépenses publiques à 0,7 % en moyenne entre 2023 et 2027, pour ramener le déficit sous 3 %

Escale, expert des finances publiques, propose dix réformes en prenant comme base de comparaison une progression tendancielle des dépenses à politique inchangée

(sans changement de la réglementation, sans réforme et sans crise) de 1,6 % par an. C'est le taux fixé pour 2018-2022 par la Cour des comptes dans son audit 2017 sur les comptes

publics. Résultat : les économies à réaliser doivent représenter 0,9 % (1,6 % moins 0,7 %) de la dépense chaque année. Soit environ 12 milliards d'euros par an et 60 milliards sur cinq ans. M. M.



LE BEAUMONT NICOLÉ/SIPA/SIPA

Économies en cinq ans. La dette, elle, se stabilise juste.

Un chiffre à mettre en perspective avec les quelque 60 milliards d'euros consacrés aux mesures d'urgence face à la crise.

Le magistrat financier listé alors des exemples d'économies pour y parvenir, qui sont connues depuis



Il y a un écosystème et une ambiance dépensière qui ne vont pas dans le bon sens

ERIC WOERTH, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES FINANCES À L'ASSEMBLÉE ET EX-MINISTRE DU BUDGET

qui permettrait alors de réaliser 15 milliards d'économies. Ou encore, de limiter la croissance des dépenses d'Assurance-maladie pour un gain de 10 milliards, ainsi que de baisser les effectifs dans la fonction publique (6,5 milliards). Et, sans compter des coupes dans le budget de l'Éducation, qui pèse 70 milliards d'euros, ainsi que dans les nombreuses subventions au logement...

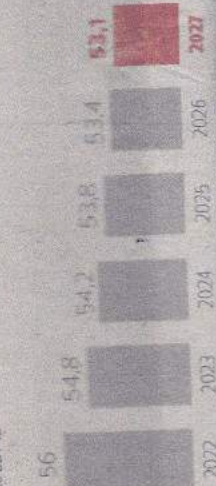
Pas d'austérité

Enfin, ces économies de 61,5 milliards d'euros sont « à peu près similaires à celles réalisées entre 2011 et 2019 » pour tenter de rétablir les comptes publics après la crise financière de 2008, constate François Ecalle. « Ce n'est pas de l'austérité. Il faut faire plus », conclut l'expert. Preuve à l'appui: ce plan permettrait seulement de stabiliser la dette à 117,7 % à horizon 2027. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si Bercy refuse aussi de parler d'austérité, ni même de rigueur.

Il reste que ces coupes budgétaires, qui impliquent des réformes sensibles, seront déjà difficiles à faire accepter auprès d'une partie de l'opinion publique. Déjà réfractaire en 2011, elle le sera encore plus après plus d'un an de « quoi qu'il en coûte ». Il y va pourtant de la souveraineté financière du pays... ■

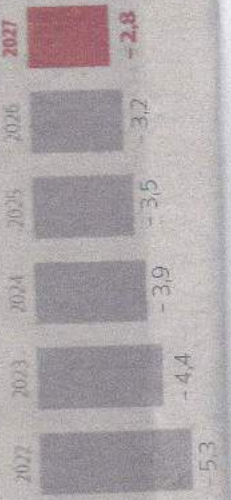
Dépenses publiques

Prévisions des dépenses publiques en % du PIB



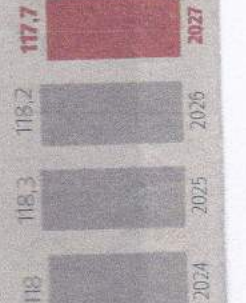
Déficit public

Prévision du déficit public en % du PIB



Dette publique

Prévision de la dette publique en % du PIB



DÉCRYPTAGE

Marc Landré
mlandre@lefigaro.fr

Rien ne se passe jamais comme prévu et tous les présidents ont été obligés, en cours de mandat, de réviser leurs belles promesses de rétablissement des comptes publics. Tant Nicolas Sarkozy que François Hollande et Emmanuel Macron n'ont pas pu tenir leur engagement, pris devant les Français au cours de la campagne électorale, de ramener le déficit public sous la barre des 3 % du PIB à la fin de leur mandat. Dans des contextes différents, ils ont été rattrapés par les événements de leur quinquennat, et la réalité économique, sociale - voire la pression politique - a contrarié leurs ambitions.

Confronté à la crise financière en 2008 puis à celle des dettes souveraines post-2010, l'ex-président LR a ainsi échoué à faire redescendre le solde public à hauteur de -1,5 % en 2012, comme il le prévoyait. Il a même - et c'était alors un record - fait plonger le déficit jusqu'à 7,2 % en 2009 avant de le faire redescendre à 5,2 % fin 2011.

François Hollande non plus n'a pas pu tenir son engagement de ramener les comptes publics à l'équilibre en cinq ans. L'ex-chef de l'État socialiste - qui n'a pas eu à affronter de crises mondiales, comme celles qui ont

frappé son prédécesseur et son successeur - a simplement cassé la croissance dès son arrivée au pouvoir en augmentant fortement les impôts. Il a certes corrigé le tir dès 2014, en mettant en œuvre une politique de l'offre consistant à baisser de 40 milliards en trois ans les prélèvements sur les entreprises, mais le mal était fait. A son départ de l'Élysée, la situation sur le front des finances publiques s'était améliorée, mais le déficit était encore au-dessus de 3 %.

Le « quoi qu'il en coûte »

Malgré un bon démarrage en début de mandat lié à la croissance mondiale et à ses réformes structurelles, Emmanuel Macron ne va pas faire mieux que ses prédécesseurs, lui qui était allé début 2018, jusqu'à anticiper un solde public excédentaire de 0,3 % à la fin de son mandat. Mais les dépenses engagées suite à la fronde des « gilets jaunes » et le « quoi qu'il en coûte » décidé en réponse à la crise sanitaire vont faire de lui le président de la République qui aura le plus dégradé les comptes. Et le moins tenu ses promesses de campagne.

Le déficit devrait en effet grimper à 9,4 % du PIB fin 2021 et la dette n pas redescendre sous les 118 % du PIB avant 2027. Sous sa mandature les dépenses publiques, qui devaient fondre de 60 milliards en cinq ans, auront au final explosé d'au moins 100 milliards ces dernières années... ■

OBJECTIF
11,5
ards d'euros d'économies en 5 ans

PAS DE RETOUR À « LA NORMALE » AVANT 2027

ONNAIRES

is de dégeler le point sert de base au calcul des fonctionnaires - sa revalorisation 2017, la Cour recommandait une hausse égale au montant de l'augmentation, pour un gain de 1,4 % en 2017 et 2018 (soit 1,4 % par an), pour un coût de 3 milliards d'euros par an.

■ LA MESURE

Le point de base est de 1,4 % en 2017 et 2018 (soit 1,4 % par an), pour un coût de 3 milliards d'euros par an.

■ RÉALISTE OU AMBITIEUX ?

Le point de base est de 1,4 % en 2017 et 2018 (soit 1,4 % par an), pour un coût de 3 milliards d'euros par an.

3 milliards d'euros

■ LA MESURE

Le point de base est de 1,4 % en 2017 et 2018 (soit 1,4 % par an), pour un coût de 3 milliards d'euros par an.

■ RÉALISTE OU AMBITIEUX ?

Le point de base est de 1,4 % en 2017 et 2018 (soit 1,4 % par an), pour un coût de 3 milliards d'euros par an.

SUBVENTIONS

Diminuer les subventions aux secteurs des transports et de l'énergie de 10 % permettrait de renflouer les caisses publiques de 3 milliards sur cinq ans.

Ces aides, évaluées à environ 30 milliards annuels, comprennent notamment les soutiens à la SNCF (plus de 10 milliards par an en moyenne) ainsi que les subventions aux énergies renouvelables.

■ CE QUI A DÉJÀ ÉTÉ FAIT

Des mesures ont déjà été prises pour tenter de réduire la facture pour l'État en matière d'aides aux énergies renouvelables. Dernières en date, la révision en cours de plus de 700 gros contrats d'achat d'électricité photovoltaïque conclus avant 2011. Car les prix de l'électricité initialement fixés et garantis par l'État ont fortement baissé depuis. Les économies pour l'État se chiffrent à environ 400 millions par an à partir de 2022.

■ RÉALISTE OU AMBITIEUX ?

Cette mesure semble plus réaliste pour le secteur de l'énergie que pour celui des transports. En attendant les difficultés de l'État à réduire le soutien toujours très élevé accordé à la SNCF.

M. M.

DÉPENSES LOISIRS

Réduire de moitié l'écart entre la France et la zone euro concernant les dépenses publiques affectées aux politiques culturelles, sportives et récréatives. En 2019, ces dépenses diverses et variées représentaient 1,4 % du PIB en France, contre 1,1 % en moyenne dans la zone euro. Ces politiques, qui se chiffrent à près de 30 milliards par an, sont menées par l'État, certains opérateurs ainsi que les collectivités locales. Cette mesure permettrait d'économiser 4 milliards d'euros sur cinq ans.

■ CE QUI A DÉJÀ ÉTÉ FAIT

Si les enveloppes financières allouées à ces politiques ont pu évoluer, le montant total n'a visiblement pas diminué entre 2001 et 2019. Eurostat enregistre même une légère hausse de 0,2 point de PIB.

■ RÉALISTE OU AMBITIEUX ?

Même si la mesure est politiquement sensible puisqu'elle s'attaque notamment à la culture, elle semble réaliste dans la mesure où il s'agit d'une coupe d'environ 10 % des dépenses étalée sur une période de cinq ans.

M. M.

DETTE PUBLIQUE

François Ecalle propose de poursuivre la baisse de la charge d'intérêts de la dette, avec une économie à la clé de 10 milliards d'euros, grâce au maintien de taux bas. Même si les taux remontent cette année, il est probable selon la Cour des comptes, « que les intérêts de la dette continueront à diminuer dans les prochaines années au fur et à mesure du remplacement de vieux emprunts à taux élevés par de nouveaux emprunts à taux plus faible ».

■ CE QUI A DÉJÀ ÉTÉ FAIT

Depuis dix ans, la charge de la dette diminue année après année, en raison de la baisse des taux d'intérêt. Elle est passée de 46 milliards en 2012 à 37 en 2020.

■ RÉALISTE OU AMBITIEUX ?

Alors que les taux d'intérêt remontent nettement depuis deux mois, cette estimation pourrait devenir ambitieuse. Une augmentation d'un point de taux d'intérêt conduirait à une hausse de 2,5 milliards d'euros la première année de la charge de la dette, estime Bercy.

A. G.

CHÔMAGE

La France connaît une croissance de 1,4 % entre 2025 et 2027 comme prévu par l'exécutif, la baisse du taux de chômage permettra un gain de 3 milliards d'euros entre 2025 et 2027. Cette économie qui résulterait d'une diminution mécanique des allocations, n'intègre pas la dernière réforme de l'assurance-chômage, adoptée en 2019 et amendée au printemps.

■ CE QUI A DÉJÀ ÉTÉ FAIT

La santé du régime de l'assurance-chômage est très dépendante de la conjoncture. Si la période est faste, les allocations diminuent et les cotisations au régime augmentent, ce qui permet de faire des économies. Avant la crise, l'Unedic tablait sur un retour à l'équilibre en 2021. Mais avec la pandémie, son déficit a atteint 17,4 milliards l'an dernier et sa dette devrait dépasser 70 milliards en 2022.

■ RÉALISTE OU AMBITIEUX ?

Tout dépendra de la vigueur de la reprise ces prochaines années et de la capacité du gouvernement à imposer des économies.

M. M.

CHÔMAGE

La France connaît une croissance de 1,4 % entre 2025 et 2027 comme prévu par l'exécutif, la baisse du taux de chômage permettra un gain de 3 milliards d'euros entre 2025 et 2027. Cette économie qui résulterait d'une diminution mécanique des allocations, n'intègre pas la dernière réforme de l'assurance-chômage, adoptée en 2019 et amendée au printemps.

■ CE QUI A DÉJÀ ÉTÉ FAIT

La santé du régime de l'assurance-chômage est très dépendante de la conjoncture. Si la période est faste, les allocations diminuent et les cotisations au régime augmentent, ce qui permet de faire des économies. Avant la crise, l'Unedic tablait sur un retour à l'équilibre en 2021. Mais avec la pandémie, son déficit a atteint 17,4 milliards l'an dernier et sa dette devrait dépasser 70 milliards en 2022.

■ RÉALISTE OU AMBITIEUX ?

Tout dépendra de la vigueur de la reprise ces prochaines années et de la capacité du gouvernement à imposer des économies.

M. M.

Finance cabinet de recrutement spécialisé, Interim et permanent | Audit | Banque | Assurance | Finance de marché | Finance d'entreprise

LES POSTES À POUVOIR ?

98% de clients satisfaits*

ESTEZ-NOUS, VOUS NE PAYEZ QUE SI VOUS RECRUTEZ UN DE NOS CANDIDATS !

Fed Finance